

COMpte RENDU DU CONSEIL  
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS SABOLIEN  
SÉANCE DU 10 SEPTEMBRE 2021

L'an deux mille vingt et un, le dix septembre à dix-huit heures et 17 minutes, suite à la convocation adressée le 3 septembre par le Président, les membres du Conseil de la Communauté de communes du Pays sabolien se sont réunis, à la salle des fêtes, rue de Sablé à Auvers-le-Hamon, sous la présidence de Monsieur Daniel CHEVALIER.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :**

MM. Daniel CHEVALIER, Nicolas LEUDIÈRE, Mme Martine CRNKOVIC, MM. Pierre PATERNE, Jean-François ZALESNY, Claude DAVY, Michel GENDRY, Pascal LELIÈVRE, Jean-Louis LEMAÎTRE, Dominique LEROY, Antoine d'AMÉCOURT, Jean-Louis LEMARIÉ, Mmes Brigitte TÊTU-ÉDIN, Nicole FOUCAULT, M. Joël ETIEMBRE, Mmes Mélanie COSNIER, Liliane FOGLIARESI, Laurence BATAILLE, Emma VÉRON, M. Vincent HUET, Mme Christiane FUMALLE, M. Alain PASQUEREAU, Mmes Marie-Claude TALINEAU, Muriel PETITGAS, MM. Benoît LEGAY, Olivier DUBOIS, Mmes Geneviève POTIER, Blandine LETARD, MM. Nicolas RENOU, Jean-Pierre FERRAND, Mmes Marie-Paule FRÉMONT, Anne-Marie FOUILLEUX, M. Philippe MERCIER, Mme Myriam LAMBERT.

**ÉTAIENT ABSENTS OU EXCUSÉS :**

M. Eric DAVID, Mme Dominique HUET, MM. Christophe FREUSLON, Serge DELOMMEAU, Mme Esther LEBOULEUX, M. Denis ROCHER, Mmes Manuela GOURICHON, Barbara ANIS, MM. Marc JOULAUD, Daniel REGNER.

**MEMBRES SUPPLÉANTS EXCUSÉS :**

M. Michel LHÉRAULT, Mmes Odile MAUBOUSSIN, Corinne KALKER, Nelly POUSSIN, MM. Roland PINEAU, Gino ROSSI, Christophe GASNIER.

**PROCURATIONS VALABLES :**

Monsieur Eric DAVID donne procuration à Monsieur Pierre PATERNE  
Madame Dominique HUET donne procuration à Monsieur Jean-Louis LEMAÎTRE  
Monsieur Christophe FREUSLON donne procuration à Monsieur Pierre PATERNE  
Madame Esther LEBOULEUX donne procuration à Madame Geneviève POTIER  
Monsieur Denis ROCHER donne procuration à Madame Muriel PETITGAS  
Madame Manuela GOURICHON donne procuration à Monsieur Nicolas RENOU  
Monsieur Marc JOULAUD donne procuration à Madame Anne-Marie FOUILLEUX

**1 – Modalités d'organisation de la séance**

*Vu la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire qui modifie la loi n° 2021-689 du 31 mai 2021 sur le régime juridique de l'Etat d'urgence.*

*Monsieur le Président rappelle les modalités d'organisation de la séance et indique les conditions de quorum et pouvoirs (procuration).*

**1) Modalités de tenue des réunions du conseil communautaire**

*Le dispositif dérogatoire mis en place par la loi du 14 novembre 2020, permettant de se réunir sans public ou avec un nombre limité, est reconduit.*

*La séance se déroule en présentiel, dans une grande salle permettant une surface suffisante par personne, avec respect des gestes barrières, le port du masque restant obligatoire.*

*Pour ce faire, la séance publique se déroule à la salle des fêtes d'Auvers-le-Hamon – rue de Sablé à Auvers-le-Hamon en présence du public.*

Conformément à l'article 47-1 du décret, le passe sanitaire n'est pas demandé pour les réunions d'organes délibérants.

## **II) Quorum et pouvoirs (procurations)**

Monsieur le Président informe l'assemblée que la dérogation au principe du quorum issu du paragraphe IV de l'article 6 de la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 est maintenue jusqu'au 30 septembre 2021. Au vu de cette dérogation, les établissements publics ne délibèrent valablement que lorsque le tiers de leurs membres en exercice est présent. Si après une première convocation régulièrement faite, ce quorum n'est pas atteint, l'organe délibérant est à nouveau convoqué à trois jours au moins d'intervalle. Il délibère alors sans condition de quorum. Un même conseiller communautaire peut être porteur de deux pouvoirs.

Cette dérogation au quorum est maintenue jusqu'au 30 septembre 2021. Cette dérogation ne porte pas atteinte au principe selon lequel un membre peut être porteur de deux pouvoirs.

Il est demandé au conseil communautaire de bien vouloir approuver ces nouvelles modalités qui s'appliqueraient pendant la période de sortie de la crise sanitaire.

**Délibération adoptée à l'unanimité.**

### **2 – Désignation du secrétaire de séance**

En application de l'article L 2121.15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé au Conseil Communautaire de nommer secrétaire de séance pour la séance du 18 décembre 2020, le/la benjamin(e) de l'Assemblée :

Le benjamin est Monsieur Benoît LEGAY.

**Délibération adoptée à l'unanimité.**

### **3 – Approbation du procès-verbal de la séance du 9 avril 2021**

Monsieur le Président propose au Conseil Communautaire d'approuver le procès-verbal de la séance du 9 avril 2021

**Le Conseil Communautaire approuve ledit procès-verbal.**

### **4 – Approbation du procès-verbal de la séance du 15 avril 2021**

Monsieur le Président propose au Conseil Communautaire d'approuver le procès-verbal de la séance du 15 avril 2021

**Le Conseil Communautaire approuve ledit procès-verbal.**

**5 – Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) – Choix du mode de répartition pour 2021**

*Monsieur le Président rappelle au conseil communautaire que le fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) a été mis en place en 2012, suite à la suppression de la taxe professionnelle en 2011.*

*Il constitue le premier mécanisme national de péréquation horizontale pour le secteur communal et s'appuie sur la notion d'ensemble intercommunal, composé d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI) et de ses communes membres.*

*Il rappelle que ce mécanisme de péréquation - appelé fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) - consiste à prélever une partie des ressources fiscales de certaines intercommunalités et communes pour la reverser à des intercommunalités et communes moins favorisées.*

*Les fiches de notification annuelles reçues de la préfecture indiquent les montants attribués en **droit commun** à l'EPCI et à chaque commune membre. Cependant, d'autres répartitions sont possibles, notamment une **répartition libre** qui nécessite une délibération à l'unanimité du conseil communautaire ; ou la majorité des 2/3 du conseil communautaire et de l'accord de toutes les communes (à la majorité simple).*

*Les délibérations de répartition dérogatoire doivent être prises dans **un délai de deux mois** à compter de la réception de la notification FPIC de la préfecture.*

\* \* \* \* \*

*Monsieur le Président informe le conseil communautaire que l'État a adressé à la Communauté de communes ainsi qu'aux 17 communes, le 15 juillet 2021 par messagerie électronique, les résultats qui les concernent pour le Fonds national de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales (FPIC) 2021.*

*Ces résultats sont moins bons que prévus et mettent en lumière l'absence, dès cette année, de reversements possibles puisque les colonnes dédiées au reversement sont vierges de tout chiffre. Cette situation était cependant envisagée pour 2022.*

*Le FPIC net (prélèvement – reversement) évolue défavorablement de 288 449 € entre 2020 et 2021.*

*Dans ce contexte, le groupe de travail sur l'étude des dépenses de reversement et de solidarité, qui s'est réuni la première fois le 1<sup>er</sup> juin dernier, a étudié la répartition du millésime 2021 du FPIC, le 23 août dernier.*

*Ce groupe est composé de Messieurs Daniel CHEVALIER, Nicolas LEUDIÈRE, de Madame Martine CRNKOVIC, de Messieurs Pierre PATERNE (en remplacement de Monsieur Éric DAVID), Jean-François ZALESNY, Claude DAVY et Dominique LEROY.*

*Les résultats en droit commun 2021, avec rappel de ceux de 2020, ont été rappelés :*

| <b>FPIC 2021</b>          | <b>Comparatif 2021/2020</b>                        |  |
|---------------------------|--|--|
| <i>Nom communes</i>       | <i>Méthode<br/>de droit<br/>commun <u>2020</u></i> | <i>Méthode<br/>de droit<br/>commun <b>2021</b></i> |
|                           | <b>Solde individuel</b>                            |  |
| BOUESSAY                  | -7 167   | <b>-11 078</b>                                     |
| ASNIERES-SUR-VÈGRE        | -5 204   | <b>-6 997</b>                                      |
| AUVERS-LE-HAMON           | -37 477  | <b>-40 573</b>                                     |
| AVOISE                    | -8 136   | <b>-10 882</b>                                     |
| BAILLEUL (LE)             | -16 823  | <b>-21 922</b>                                     |
| COURTILLERS               | -9 523   | <b>-14 412</b>                                     |
| DUREIL                    | -1 264   | <b>-1 604</b>                                      |
| JUIGNÉ-SUR-SARTHE         | -16 118  | <b>-20 886</b>                                     |
| LOUAILLES                 | -11 006  | <b>-13 587</b>                                     |
| PARCÉ-SUR-SARTHE          | -29 032  | <b>-38 112</b>                                     |
| NOTRE-DAME-DU-PÉ          | -5 978   | <b>-9 491</b>                                      |
| PINCÉ                     | -2 579   | <b>-3 445</b>                                      |
| PRÉCIGNÉ                  | -48 644  | <b>-59 477</b>                                     |
| SABLÉ-SUR-SARTHE          | -365 520   | <b>-374 163</b>                                    |
| SOLESMES                  | -29 979  | <b>-32 124</b>                                     |
| SOUVIGNÉ-SUR-SARTHE       | -7 663   | <b>-10 435</b>                                     |
| VION                      | -17 561  | <b>-24 045</b>                                     |
| TOTAL                     | -619 674   | <b>-693 233</b>                                    |
| Communauté de<br>Communes | -453 528   | <b>-668 418</b>                                    |
| TOTAL                     | -1 073 202   | <b>-1 361 651</b>                                  |
| Variation                 |  | <b>-288 449</b>                                    |

Au vu des chiffres du droit commun, et devant l'impossibilité de maintenir la méthode appliquée depuis 2018, à savoir un reversement à 14 communes, le groupe de travail a proposé de conserver une solidarité intercommunale en portant le montant du FPIC 2021 à zéro pour ces 14 communes.

Le tableau ci-dessous indique les montants proposés pour 2021, avec rappel du réel 2020.

### FPIC 2021

| Nom communes              | Comparatif 2021/2020              |                                   | Variation<br>2021/2020 |
|---------------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|------------------------|
|                           | Méthode dérogatoire<br>libre 2020 | Méthode dérogatoire<br>libre 2021 |                        |
| BOUESSAY                  | 9 333                             | 0                                 | -9 333                 |
| ASNIERES-SUR-VEGRE        | 2 794                             | 0                                 | -2 794                 |
| AUVERS-LE-HAMON           | -26 530                           | <b>-40 573</b>                    | -14 043                |
| AVOISE                    | 3 679                             | 0                                 | -3 679                 |
| BAILLEUL                  | 6 220                             | 0                                 | -6 220                 |
| COURTILLERS               | 11 939                            | 0                                 | -11 939                |
| DUREIL                    | 19                                | 0                                 | -19                    |
| JUIGNE-SUR-SARTHE         | 5 996                             | 0                                 | -5 996                 |
| LOUAILLES                 | 494                               | 0                                 | -494                   |
| PARCE-SUR-SARTHE          | 12 883                            | 0                                 | -12 883                |
| NOTRE-DAME-DU-PE          | 9 126                             | 0                                 | -9 126                 |
| PINCE                     | 1 190                             | 0                                 | -1 190                 |
| PRECIGNE                  | 3 000                             | 0                                 | -3 000                 |
| SABLE-SUR-SARTHE          | -340 152                          | <b>-374 163</b>                   | -34 011                |
| SOLESMES                  | -18 652                           | <b>-32 124</b>                    | -13 472                |
| SOUVIGNE-SUR-SARTHE       | 4 870                             | 0                                 | -4 870                 |
| VION                      | 11 608                            | 0                                 | -11 608                |
| <b>TOTAL</b>              | <b>83 151 -385 334</b>            | <b>0 -446 860</b>                 | <b>-144 677</b>        |
| Communauté de<br>Communes | -771 019                          | <b>-914 791</b>                   | -143 772               |
| <b>TOTAL</b>              | <b>-1 073 202</b>                 | <b>-1 361 651</b>                 | <b>-288 449</b>        |

Pour 14 communes, l'évolution envisagée serait celle résultant de l'écart entre la valeur zéro et la méthode dérogatoire libre de 2020.

Ces 14 communes n'auraient rien à supporter mais ne peuvent plus recevoir de recettes liées au FPIC.

Cet effort demandé aux 14 communes représente une somme globale de 83 151 € (pour information : 5 939 € en moyenne) ce qui représente 28,82 % de l'évolution défavorable (288 449 €).

Pour les 3 communes (Auvers-le-Hamon, Sablé-sur-Sarthe et Solesmes) depuis toujours contributrices, l'évolution envisagée serait celle résultant de l'écart entre le droit commun 2021 et la méthode dérogatoire libre de 2020, soit :

- Auvers-le-Hamon - 14 043 €
- Sablé-sur-Sarthe - 34 011 €
- Solesmes - 13 472 €

L'effort demandé à ces 3 communes représente une somme globale de 61 526 € (pour information : 20 508 € en moyenne) ce qui représente 21,32 % de l'évolution défavorable (288 449 €).

Au total, les 17 communes contribueraient pour 144 677 € (50,15 %) à l'évolution défavorable du FPIC 2021.

\* \* \* \* \*

La différence, soit 143 772 €, serait prise en charge par le budget principal de la Communauté de communes, faisant passer la charge pour la communauté de 771 019 € à 914 791 € (900 000 € prévus au budget 2021).

Cette répartition resterait cohérente avec l'orientation émise lors des séminaires budgétaires, de répartition par moitié entre les communes et la communauté des efforts à réaliser.

Monsieur le Président propose au Conseil Communautaire de retenir le régime dérogatoire libre décrit ci-dessus pour le millésime 2021, en ajustant les montants prélevés des communes ainsi que ceux de la Communauté de communes, autant que nécessaire.

**Délibération adoptée à l'unanimité.**

-----

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 18h53

Fait à Sablé-sur-Sarthe, le 14 septembre 2021

Le Président  
de la Communauté de communes  
du Pays sabolien,

Daniel CHEVALIER



AFFICHÉ LE 17 SEP. 2021

RETIRÉ LE